

# Australie et Singapour

## Deux exemples de résilience à la crise financière

*Stéphane Le QUEUX \* et Peter WARING \*\**

---

**L**a crise financière n'a pas épargné la région Asie-Pacifique, l'Australie et Singapour y compris. Les deux pays s'en sont cependant bien sortis, voire très bien dans le cas de Singapour (Suhaimi, 2010). Après deux ans de contraction économique, Singapour prévoit une croissance de 13 % à 15 % de son PIB pour 2010, soit un des taux de croissance les plus élevés au monde. L'Australie est le seul pays de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) à avoir échappé à une récession technique et présente aujourd'hui l'un des plus forts taux de croissance parmi les pays développés ainsi que l'un des plus faibles taux de chômage (aux alentours de 5 %). Voyons donc d'abord comment s'expliquent la rapide rémission de Singapour et la robustesse de l'économie australienne pour ensuite conclure sur les facteurs qui, dans chacun des deux cas, permettent de comprendre leur résilience à la crise.

---

### **Singapour, les leçons de la crise financière de 1997**

Ancienne colonie britannique, Singapour a obtenu son indépendance de la Malaisie en 1965. Depuis, le pays est gouverné par un parti unique, le Peoples Action Party (PAP). L'unique centrale syndicale, le Congrès national des syndicats de Singapour (National Trade Union Congress – NTUC) est subordonnée au PAP et se limite principalement à des activités de service. Les conflits du travail se règlent généralement *via* des processus de conciliation, plus rarement *via* l'arbitrage. La population résidente s'élève à quatre millions d'habitants. A celle-ci s'ajoute un million de travailleurs immigrés, soit un tiers de la population active qui compte au total 2,94 millions de personnes. Plateforme d'import-export (le port de Singapour est parmi les plus actifs au monde), incluant des industries de

---

\* James Cook University, Australie.

\*\* University of Newcastle, Singapore Pte Ltd.

## DEUX EXEMPLES DE RESILIENCE A LA CRISE FINANCIERE

transformation (électronique, chimie, pharmaceutique et biotechnologie), Singapour est également un centre financier pour la région asiatique. Le PIB par tête est le 8<sup>e</sup> plus élevé au monde : il s'élevait à 243,2 milliards de dollars en 2009 (les exports comptant pour 268 milliards). Bref, il s'agit d'un pays riche et industriel, comme de nombreux pays asiatiques, combine planification centrale sous contrôle gouvernemental et libre marché.

Lorsque la crise financière s'est abattue sur les économies dominantes, il y avait fort à parier qu'une économie ouverte comme celle de Singapour, axée sur le commerce extérieur, pourvue d'une demande domestique insuffisante et donc fortement dépendante de la fortune de ses partenaires économiques, serait particulièrement vulnérable à la crise. Et ce fut le cas. Comme ailleurs, la Bourse de Singapour s'effondra rapidement et radicalement, passant de 3 500 à 1 700 points entre novembre 2007 et décembre 2008, soit une chute de plus de 50 % (Thangavelu, 2008). Les secteurs voués à l'export, et en particulier les exportations de produits pharmaceutiques et électroniques, accusèrent le coup. Le pays entra en récession technique en juillet 2008. Le PIB subit une contraction de -1,3 % l'année suivante. Les répercussions sur l'emploi ne tardèrent pas non plus à se faire sentir, le taux de chômage passant de 2,2 % en 2008 à 3 % en 2009 (Ministry of Manpower, 2010), une hausse relativement modeste comparée à celle des économies occidentales.

Les statistiques de 2010 offrent un tout autre tableau avec des taux de croissance de 16,9 % et de 18,8 % pour les deux premiers trimestres. Ce retour spectaculaire à la croissance s'accompagne également d'un rattrapage salarial

(hausse de 3,7 % et de 5,8 % pour ces mêmes périodes, après une diminution de 2,6 % en 2009) et d'un retour du taux de chômage à ce qu'il était en 2008. Plusieurs facteurs combinés ont concouru à ce résultat assez remarquable. Il s'agit premièrement, comme dans d'autres pays, de la mise en place d'un plan de relance macro-économique financé par l'Etat. Le gouvernement investit 1,3 milliard de dollars de Singapour en projets d'infrastructure et engagea par la suite plusieurs autres milliards dans des projets de développement durable. Un fonds spécial d'aide à l'investissement (*Special Risk-Sharing Initiative*) d'une valeur de 5,8 milliards de dollars fut également mis en place avec le soutien des institutions bancaires locales. A cette injection financière, accompagnée de diverses mesures d'allègement fiscal, s'est ajoutée une reprise de la demande au plan régional. Enfin et surtout, l'intervention gouvernementale ne s'est pas limitée à une politique keynésienne de relance économique : l'Etat s'est montré particulièrement proactif à engager les partenaires sociaux dans un programme national de gestion tripartite visant en priorité à limiter l'impact sur l'emploi. La volonté du gouvernement en la matière fut affichée par l'introduction d'un plan de grande envergure de soutien direct à l'emploi, *Singapore Job Credit Scheme* intitulé *Keeping Jobs, Building the Future* (IRAS, 2010), d'un montant de 4,5 milliards de dollars, soit 2 % du PIB, subventionnant à hauteur de 12 % les salaires mensuels d'une tranche inférieure ou égale à 2 500 dollars.

Dans son discours à la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) de 2008, John de Payva, le président du NTUC, présenta les principes

## AUSTRALIE ET SINGAPOUR

gouvernant le programme d'intervention tripartite conclu au mois de novembre 2008 entre le ministère du Travail, le NTUC et l'organisation nationale du patronat (Singapore National Employers Federation – SNEF). Au cœur de ce programme (*Tripartite Guidelines on Managing Excess Manpower*) résidait l'objectif de maintenir le maximum de personnes en emploi. Il s'agissait à tout prix d'éviter les licenciements massifs de la crise de 1997-1998 (29 000 employés licenciés). Ce programme recommandait donc aux employeurs de ne licencier qu'en dernier recours et offrait une panoplie d'alternatives pour réduire les coûts autrement que par une réduction quantitative de la main-d'œuvre. Selon le secrétaire général du NTUC, Lim Swee Say, l'essence de ce programme était de convaincre les employeurs de couper les coûts pour sauver des emplois et non de faire l'inverse : « *Businesses should cut costs to save jobs, not cut jobs to save costs* ».

De façon intéressante, lors du dernier congrès asiatique de l'Association internationale des relations professionnelles, en septembre 2010, cette initiative tripartite fut comparée au contexte allemand en ce qu'elle se consacrait en première instance au maintien du lien d'emploi au prix d'arrangements flexibles du temps de travail et de concessions salariales (mais sans compensation financière ni système de sécurité sociale contrairement à l'Allemagne). Dans le cadre du programme, les employés pouvaient être requis de prendre jusqu'à 50 % de leurs congés pour financer la réduction du temps de travail hebdomadaire pour un maximum de deux journées de travail. Le

programme prévoyait également d'autres dispositifs relatifs au temps partiel, aux horaires flexibles, au partage de l'emploi et au redéploiement de la main-d'œuvre. Ces dispositifs furent utilisés par plusieurs grandes entreprises telles que PSA (transport maritime), Meritus Mandarin (hôtellerie) et MediaCorp (média) qui ont semble-t-il servi d'exemples à l'ensemble du patronat.

En complément, le gouvernement a budgété une enveloppe de 600 millions de dollars sur deux ans pour financer un programme national de congés de formation<sup>1</sup> (*Skills Programme for Upgrading and Resilience, SPUR*) accessible à la fois aux employeurs et aux employés à titre individuel. Administré par une agence gouvernementale, le SPUR a mis à disposition un millier de cours de formation professionnelle dont 90 % du coût est directement subventionné par l'Etat et auquel s'ajoute une compensation de 90 % du salaire moyen (plafonné à 11 \$ de l'heure) payable à l'employé. L'objectif était de toute évidence d'inciter les employeurs à convertir la réduction de l'activité de travail en investissement en capital humain et nombreux sont ceux qui se sont saisis de l'opportunité. En juin 2010, environ 250 000 employés avaient bénéficié d'une formation dans le cadre du SPUR, deux-tiers envoyés par leur employeur, le tiers restant à titre individuel, soit 8,5 % de la population active (ou 13 % de la population active résidente). On estime également que 64 000 demandeurs d'emploi ont trouvé du travail grâce au SPUR. A ce jour, le coût de ce programme pour le gouvernement s'élève à 470 millions de dollars.

---

1. [www.wda.gov.sg](http://www.wda.gov.sg).

## DEUX EXEMPLES DE RESILIENCE A LA CRISE FINANCIERE

La dernière composante du programme tripartite concerne les ajustements salariaux, qui vont d'une réduction des bonus à l'introduction de formes contingentes de rémunération. Un exemple très médiatisé fut celui de Capitaland, propriétaire de centres commerciaux, qui entreprit de compenser les restrictions salariales par des coupons d'achat dans ses propres magasins. Comme on peut s'y attendre, la composante salariale fut la principale cause de conflictualité avec, pour l'année 2009, 34 recours collectifs pour conciliation en rapport au non paiement d'indemnités de licenciement et 19 000 plaintes individuelles pour défaut de paiement de salaires. Pas de mouvements de grève pour autant : il n'y a pas eu de grèves à Singapour depuis des dizaines d'années, ce qui est un indicateur de la mainmise du gouvernement sur le syndicalisme.

Que ce soit par l'intermédiaire de l'aménagement flexible du temps de travail, par le subventionnement de la formation, des ajustements salariaux ou une conjugaison des trois, le programme tripartite visait à convaincre le patronat qu'il y avait moyen de surmonter la crise en gardant son personnel et que conserver son capital humain représentait un atout compétitif en cas de reprise, ce qui s'est avéré être le cas. Les chiffres du chômage et de nombreuses anecdotes rapportées par les médias montrent que le message semble être bien passé, même si des facteurs exogènes tels que la reprise de la demande régionale ont dû peser dans la balance. L'impact de ces initiatives est difficile à chiffrer mais les experts estiment que 50 000 à 100 000 emplois du

secteur privé ont été sauvés grâce au partenariat social. En parallèle, le gouvernement a opté pour une extension de la fonction publique avec la création de 18 000 nouveaux postes, dont 7 500 dans l'éducation, soit une augmentation totale de 14,5 % du nombre de fonctionnaires.

### Australie, « Lucky Country »

Après presque une douzaine d'années de gouvernement libéral, le retour des travaillistes au pouvoir en 2007 représentait un tournant fondamental pour l'Australie. Les travaillistes commencèrent fort avec la signature des accords de Kyoto, l'annonce du retrait des troupes en Irak et des excuses solennelles au peuple aborigène pour les atrocités et les injustices du passé dans le cadre d'un plan de réconciliation nationale. Fidèles à leur promesse électorale, ils abrogèrent la législation du travail de leurs prédécesseurs et mirent en place un nouveau cadre législatif visant à rétablir un équilibre dans les relations professionnelles et à restaurer les droits des salariés (Le Queux, Peetz, 2009). Il y avait surtout la volonté de rompre avec les préceptes libéraux de l'ère précédente et de réengager l'Etat dans une perspective de développement socio-économique à long terme.

L'arrivée de la crise financière n'a pas fait dérailler les travaillistes fraîchement élus. Au contraire, le leader travailliste de l'époque, Kevin Rudd, s'est saisi de l'occasion pour rendre publique sa condamnation du « fondamentalisme de marché <sup>1</sup> » et la crise a servi en quelque sorte de justificatif à un plan massif de dépenses publiques. Cependant un changement de leadership en cours de mandat

1. <http://www.themonthly.com.au/monthly-essays-kevin-rudd-global-financial-crisis—1421>.

## AUSTRALIE ET SINGAPOUR

viendra mettre un bémol à cet élan politique.

Le gouvernement travailliste fut prompt à réagir à la crise. A l'automne 2008, quelques semaines seulement après l'effondrement de Lehmann Brothers aux Etats-Unis, la banque centrale australienne se porta financièrement garante du système bancaire national. Suivit l'annonce d'un plan de relance économique de 42 milliards de dollars australiens, un des plans les plus ambitieux au sein de l'OCDE (en proportion du PIB) après ceux des Etats-Unis et de la Corée du Sud. Ce plan (*Nation Building Economic Stimulus Plan*) ambitionnait principalement de financer des investissements publics visant des projets généraux d'infrastructure (rails, routes et ports), un programme national de rénovation des écoles et la construction de logements sociaux. Des chèques d'un montant moyen de 1 000 dollars furent rapidement envoyés à tous les ménages à faibles et moyens revenus afin de maintenir la demande intérieure sur le court terme. Des mesures spéciales furent de surcroît déployées pour soutenir le secteur de la construction, notamment une prime de 20 000 dollars pour l'achat d'une première propriété immobilière.

L'action du gouvernement a très vite porté ses fruits. Après une légère contraction au cours du dernier trimestre 2008, l'économie a retrouvé un taux de crois-

sance positif pour l'ensemble de l'année 2009, avec une nette tendance à la hausse en 2010, au point que la Banque centrale envisage désormais de rétablir sa politique monétariste de contrôle de la croissance<sup>1</sup>. Les travaillistes n'ont bien sûr pas manqué de s'auto-féliciter de leur « action décisive ». Les experts dans leur ensemble s'accordent à dire que leur plan fut rondement conduit (Quiggin, 2010a), et le FMI comme l'OCDE ont qualifié l'Australie de cas « modèle ». Toutefois, relance mise à part, et à l'instar de Singapour, d'autres facteurs ont considérablement joué en faveur de l'Australie. Combiné à une dépréciation exogène et momentanée de 30 % du dollar australien<sup>2</sup>, il s'agit en tête de liste du regain d'appétit de l'Asie (la Chine au premier plan) pour les ressources minérales australiennes. Les Australiens surnomment leur pays le *Lucky Country* en référence à l'abondance de ses richesses naturelles. Dans beaucoup d'esprits, ce sont bel et bien les revenus miniers qui ont maintenu l'économie à flot.

L'influence de l'industrie minière n'est pas anodine en ce qui a trait à l'économie politique du pays. Lorsqu'au début de l'année 2010 le gouvernement proposa d'établir une taxe marginale sur les superprofits miniers – selon les estimations, cette taxe aurait rapporté 7 milliards au gouvernement, ce qui aurait accéléré le renflouement des caisses de l'Etat – le

---

1. La Banque centrale australienne fut l'une des premières à augmenter son taux d'intérêt de 0,25 point en octobre 2009, après l'avoir baissé de 7,25 % à 3 %. Elle a annoncé son intention de revenir bientôt à des taux « normaux », à la grande inquiétude d'une vaste majorité des ménages, surendettés, qui consacrent déjà la majeure partie de leur budget au remboursement de leurs dettes (principalement liées aux emprunts immobiliers) aux dépens de leurs dépenses élémentaires. Ce phénomène social répandu est appelé *mortgage stress*.

2. Le dollar australien suit de près le cours des matières premières qui chuta sensiblement au début de la crise pour ensuite revenir à la hausse. De juillet 2008 à mars 2009, le dollar australien est donc passé de 0,98 à 0,64 dollar américain. Cependant il est à ce jour à son plus haut niveau depuis 27 ans, frôlant la parité avec le dollar américain.

## DEUX EXEMPLES DE RESILIENCE A LA CRISE FINANCIERE

lobby minier monta au créneau et finança une vaste campagne médiatique (menaces de désinvestissement, de délocalisation et de pertes d'emploi) qui créa la panique dans les rangs travaillistes. Résultat, décision fut prise par le parti de révoquer le Premier ministre, Kevin Rudd, leader élu du gouvernement, et de le remplacer par son second, Julia Gillard. Il faut comprendre qu'en Australie, on vote pour un parti et non pour un leader et que le parti peut donc décider de changer de leader en toute légalité sans recours démocratique. C'est ainsi que les Australiens se sont réveillés un beau matin avec un nouveau gouvernement ; la décision ayant été prise au cours de la nuit par les barons du parti, à huis clos et sans préavis public. Ce qui fut malgré tout rendu public, c'est que ce « coup d'Etat » technique fut orchestré avec l'aide des factions de droite du parti – une composante importante du travaillisme et du syndicalisme en Australie – et en particulier avec le soutien de certains syndicats influents du secteur minier. Il s'agissait selon le parti d'opter pour un leadership plus conciliant, capable de créer un consensus autour de cette réforme fiscale soi-disant impopulaire. Les travaillistes organisèrent des élections nationales peu après, dans lesquelles ce pari politique ne se révéla pas moins impopulaire, aussi bien pour des raisons idéologiques que démocratiques : ils se retrouvent aujourd'hui avec un gouvernement minoritaire dont la clé du pouvoir appartient aux verts et à une poignée de candidats indépendants. On comprendra que les discussions sur la taxe minière ont été reportées à plus tard.

Que l'exploitation minière soit une source importante de revenus pour l'économie australienne est incontestable. Cependant, cette industrie fut aussi la première à répercuter la baisse d'activité

sur sa main-d'œuvre et cela dans des proportions considérables. L'industrie emploie un grand nombre de travailleurs temporaires sous contrat qui lui offrent une marge confortable de flexibilité numérique, une flexibilité qu'elle n'a pas hésité à utiliser. Ceci fut également le cas dans les autres secteurs à forte densité d'emplois précaires, comme dans l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie. S'il n'y a pas eu de hausse marquée du taux de chômage, avec un taux d'activité qui est resté pratiquement inchangé de 2007 à 2009 (respectivement 65,2 % et 65,4 %), on a néanmoins assisté à une augmentation significative du recours au temps partiel : leur part est passée de 28,3 % à 29,6 % dans la même période, ce qui représente 250 000 emplois. Au mieux, l'ajustement s'est traduit par des aménagements temporaires du temps de travail dans certaines industries, comme l'automobile, où en temps normal le problème est au contraire le manque de travailleurs qualifiés. Dans leur ensemble, les données statistiques suggèrent que la crise a accéléré la précarisation du marché du travail ou, pour certains, l'adaptation de celui-ci : l'ajustement s'est fait essentiellement par la progression du sous-emploi, passé de 2 % à 7,8 % de la population active de mai 2008 à août 2009, plutôt que par les suppressions d'emploi. Les mesures prises pour flexibiliser le marché du travail ont donc bien fonctionné. A cela s'est ajoutée une tendance à la modération salariale. Dans certains cas, les employés ont été contraints à prendre leurs congés et autres avantages sociaux au lieu d'une réduction du temps de travail.

Lors de son congrès tri-annuel, en juin 2009, l'Australian Congress of Trade Unions (ACTU) s'est largement félicité de l'action du gouvernement travailliste.



## AUSTRALIE ET SINGAPOUR

L'assentiment syndical reflétait bien sûr la nature keynésienne et la composante sociale du programme de relance. Il s'explique aussi par la promiscuité du syndicalisme et du gouvernement travailliste dont les deux-tiers du leadership de l'époque étaient issus des rangs syndicaux, y compris Greg Combet, secrétaire général de l'ACTU de 2000 à 2007. Une large partie du congrès de 2009 fut dominée par des débats autour de la crise financière<sup>1</sup>. Parmi les points forts, on retiendra des discussions et des politiques concernant la sécurité du revenu, la taxation des transactions financières et les salaires des dirigeants.

La sécurité du revenu a émergé dans les débats au vu de l'incapacité de certains employeurs à dûment indemniser leurs employés en cas de faillite. Il s'agit des primes de licenciement et du cumul d'autres droits (*entitlements*). C'est un problème particulier lorsqu'on sait qu'il n'y a pas de système d'assurance chômage en Australie : la prime de licenciement, qui tient lieu de prime de chômage, représente au mieux l'équivalent de 6 mois de salaires, sauf pour les travailleurs précaires qui eux n'ont droit à rien, leur rémunération étant majorée de 20 % (*casual loading*) en compensation de l'absence complète de droits (vacances, congés de maladie, prime de licenciement, etc.). L'absence de sécurité du revenu n'est pas une préoccupation dans le contexte d'un marché du travail très serré où il est relativement facile de retrouver rapidement du travail, mais les doutes concernant l'impact de la crise sur l'em-

ploi ont poussé les syndicats à s'y intéresser.

Les causes de la crise financière apparurent assez claires à tout le monde. L'ACTU a conclu qu'il était indispensable que soient établis des mécanismes de régulation des marchés financiers, y compris une taxe Tobin. Enfin, l'ACTU a planché sur les moyens d'encadrer la rémunération des dirigeants. En effet, la rémunération directe des dirigeants du top 50 des entreprises australiennes a augmenté de 564 % de 1990 à 2005, alors que le salaire moyen d'un employé à temps plein ne s'est accru que de 4,2 % par an (soit 1,4 % en termes réels). De 2006 à 2009, le top 30 des dirigeants australiens s'est octroyé un total de 1,5 milliard de dollars. La proposition de l'ACTU est de limiter la rémunération de dirigeants à dix fois le salaire moyen hebdomadaire, un mécanisme qui pourrait être imposé par la loi sur les corporations.

Avec le retour à la croissance et au plein-emploi, les inquiétudes se sont dissipées, et il est bien improbable que ces débats soient poursuivis et mènent à quelque chose de concret, en particulier en ce qui concerne la rémunération des dirigeants. La taxation des transactions financières demeure toujours à l'agenda et a été d'ailleurs évoquée par Julia Gillard au forum Europe-Asie du mois d'octobre 2010. L'Australie comme les autres pays ne peut agir seule en la matière. Ce qui est le plus probable est une reconversion relative et progressive du temps partiel en temps plein<sup>2</sup> et des tentatives de rattrapage salarial dans le secteur privé comme

1. <http://www.actu.org.au/ACTUCongress2009selectedhighlights.aspx>

2. Les statistiques les plus récentes indiquent que, de septembre 2009 à septembre 2010, il y a eu une croissance de 55 800 emplois à temps plein alors que le nombre d'emplois à temps partiel a lui diminué de 6 300 (ABS catalogue 6202.0 Labour Force).

dans le secteur public. Dans ce dernier secteur, le rattrapage risque d'être un point plus épineux puisque le gouvernement est résolu à rétablir l'équilibre budgétaire d'ici 2013.

---

**Une résilience économique, certes, mais aux dépens de qui ?**

Plusieurs facteurs permettent conjointement d'expliquer la résilience des deux pays à la crise. En premier lieu, il s'agit de la capacité financière des gouvernements. Dans le cas de Singapour, le gouvernement a puisé dans les réserves d'un fonds stratégique créé en cas de besoin après la crise de 1997. Les réserves de ce fonds sont telles que le gouvernement n'a eu qu'à utiliser qu'un peu plus de la moitié des dividendes annuels du fonds. Après un peu plus d'une dizaine d'années de boom minier, le gouvernement travailliste australien avait hérité d'un large surplus budgétaire. Au crédit des deux gouvernements, ils n'ont pas hésité à intervenir de façon rapide et massive. Il s'agit peut-être là d'un argument supplémentaire en faveur d'une taxation des marchés financiers qui pourrait, à l'exemple de Singapour, servir de bouclier en cas de crise sans que les Etats aient à s'endetter dangereusement, sachant qu'une des leçons de la crise est que l'intervention étatique demeure pertinente.

En second lieu, les deux pays disposent d'un système bancaire solide bien plus régulé qu'aux Etats-Unis et peu exposé aux investissements toxiques. Par conséquent, les gouvernements ont pu concentrer majoritairement leur action sur les entreprises et le marché du travail. Cependant, si le secteur bancaire s'est montré robuste, les salariés australiens assujettis à un système de retraite par capitalisation (introduit par les travaillistes

dans les années 1980) ont vu leurs fonds de retraite fondre comme neige au soleil. Des milliards se sont évanouis et nombreux sont ceux qui ont songé et qui songent encore à reporter leur départ à la retraite en conséquence, sans compter le sentiment d'insécurité et d'impuissance lié à la crainte d'une prochaine crise.

A ces facteurs s'ajoute la dynamique économique régionale caractérisée par une demande relativement soutenue, largement due à la forte croissance de l'Inde et de la Chine. Or, si la boulimie de l'industrie chinoise pour les minéraux australiens est un facteur déterminant, il s'agit aussi d'un facteur déstabilisant. Les revenus et les salaires de l'industrie minière créent une économie à deux vitesses : le secteur minier est responsable d'une poussée inflationniste alors que les autres secteurs et en particulier les salariés précaires des secteurs des services ont du mal à suivre. Il n'en reste pas moins qu'outre des initiatives gouvernementales et des partenariats sociaux, la vitalité économique de la région Asie-Pacifique a prêté main forte aux employeurs. Toutefois, de même que le risque financier a été transféré des marchés aux ménages *via* une purge des fonds de pension et autres formes d'investissements, aussi bien à Singapour qu'en Australie, le risque économique a été reporté sur les salariés *via* la flexibilité du marché du travail (Bryan, 2010). Précarisation, sous-emploi, restriction salariale et pertes de bénéfices sociaux, pillage des retraites, on est en droit de se demander qui a payé la note. C'est d'autant plus vrai dans le cas australien puisque le gouvernement commence à parler de politique d'austérité afin d'éponger au plus vite le déficit budgétaire consenti pour la crise.



## AUSTRALIE ET SINGAPOUR

L'étymologie du mot crise inclut la notion de critique, en vue d'une transformation radicale. A cet égard, la crise financière fut un non-événement dans le contexte de l'Asie-Pacifique, sauf, comme le faisait remarquer un expert de l'Inde, que « les exploités ont été davantage exploités et les pauvres sont devenus plus pauvres » (Le Queux, 2011). Une résilience sans conscience ? Après un bref épisode keynésien, c'est le retour normal aux affaires et les principes néolibéraux qu'on avait dits morts et enterrés, ici comme ailleurs, resurgissent comme des « zombies » (Quiggins, 2010b).

### Sources :

Bryan D. (2010), « Australian Populism and the Global Financial Crisis: Finding a Place for Labour », *Labour and Industry*, vol. 20, n° 3, p. 250-269.

IRAS (2010), *Jobs Credit Scheme, Inland Revenue Authority of Singapore*, [www.iras.gov.sg](http://www.iras.gov.sg)

Le Queux S. (2011), « Industrial Democracy, Partnership, and Decent Work in Responding to the Global Financial Crisis – 7<sup>th</sup> Asian Congress of the International Labour and Employment Relations Association », *Transfer*, janvier.

Le Queux S., Peetz D. (2009), « Australie – Relations professionnelles : nouveau pouvoir, nouvelle donne », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 120, septembre, p. 21-28.

Ministry of Manpower (2010), *Singapore Yearbook of Manpower Statistics 2010*, [www.mom.gov.sg](http://www.mom.gov.sg)

Quiggin J. (2010a), *Open letter on stimulus*, <http://johnquiggin.com/index.php/archives/2010/08/16/open-letter-on-stimulus/>

Quiggin J. (2010b), *Zombie Economics*, New Jersey, Princeton University Press.

Suhaimi N. D. (2010), « Singapore Way of Tackling Downturn Impresses World Labour Conference », *The Straits Times*, September 2<sup>nd</sup>.

Thangavelu S. (2008), *Global Financial Crisis: Impact on Singapore & ASEAN*, East Asian Bureau of Economic Research (EABER), Working Paper Series, paper n° 49.